



**HAL**  
open science

# La reconstruction comme “ défuturation ” ? Enquêter sur la complexité morale et politique des dynamiques de la réparation

Laura Centemeri

## ► To cite this version:

Laura Centemeri. La reconstruction comme “ défuturation ” ? Enquêter sur la complexité morale et politique des dynamiques de la réparation. Penser les horizons de dignité après le séisme, Académie du Royaume du Maroc, Oct 2023, Rabat, Maroc. hal-04267726

**HAL Id: hal-04267726**

**<https://hal.science/hal-04267726>**

Submitted on 2 Nov 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **La reconstruction comme « défuturation » ? Enquêter sur la complexité morale et politique des dynamiques de la réparation**

**Laura Centemeri – Chargée de recherche au CNRS, Centre d'étude des Mouvements Sociaux (EHESS)**

[laura.centemeri@ehess.fr](mailto:laura.centemeri@ehess.fr)

Dans ce texte je souhaite contribuer à une réflexion sur les enjeux de la reconstruction à partir de mon expérience de sociologue qui a travaillé et continue de travailler sur les processus sociaux qui caractérisent ce qu' on appelle, dans la gestion des risques de désastre, la phase de la *reprise* (en anglais *disaster recovery*)<sup>1</sup>. En particulier, je vais défendre l'intérêt d'une approche sociologique à l'analyse des enjeux de la reconstruction et de la reprise axée sur les processus de réparation.

Le texte est organisé en trois temps. Dans un premier moment, je vais souligner l'importance d'approcher la situation du désastre en tant que « situation problématique », c'est à dire une situation marquée par l'incertitude. Je vais ensuite montrer les limites de l'approche de la résilience - approche qui est aujourd'hui dominante dans les politiques de gestion du risque de désastre. Je vais argumenter pour l'intérêt d'un cadre analytique et méthodologique axé sur les processus et dispositifs qui visent à réparer, en soulignant les sens multiples du réparer, la diversité de ces processus et dispositifs, les tensions qui les traversent et les conflits qu'ils suscitent. Pour finir, je vais clarifier la relation entre les processus de réparation et les enjeux de la préparation aux crises futures. Je vais en particulier insister sur le risque que la reprise ne devienne une *défuturation* et sur la nécessité que les sciences sociales participent, au contraire, à en faire l'occasion d'un réhabiter porteur d'un futur durable.

## **Le désastre comme « situation problématique »**

La sociologie des désastres a traditionnellement montré peu d'intérêt pour l'approfondissement des dynamiques qui suivent la phase de l'urgence et de la crise. Initialement axées sur les questions de la reconstruction appropriée d'abris et de logements, de la réinstallation, de la relocalisation et du déplacement, du suivi psychologique et psychosocial, les études sur la reprise ont commencé seulement dans les années 1990 à aborder des questions telles que le rôle des institutions, de l'État et des acteurs de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de reprise. L'attention a été alors portée sur les stratégies de gestion de la reprise, les mécanismes d'adaptation et, plus récemment, la nécessité de renforcer la résilience. Ces recherches abordent rarement la question de si, et comment, le désastre contribue à produire des formes de changement social et de quel type. Interroger le changement social nécessite d'études

---

<sup>1</sup> Voir Centemeri *et al.* (2022) et Centemeri et Olori (2023).

qui approfondissent, sur le moyen-long terme, les implications des choix opérés dans la phase de la reprise, dans la relation aux conditions socio-économiques préexistantes. On connaît bien la difficulté à mener ce type de recherches qui demandent de la continuité dans un contexte académique qui privilégie la recherche « par projet » et aux résultats « innovants ».

Il y a eu aussi une tendance à s'occuper de la reprise post-désastre sous la forme de vouloir mesurer le « succès » de la reprise, un succès qui est d'habitude mesuré à partir d'un ensemble d'indicateurs qui traduisent une vision normative de la « bonne reconstruction ». Le slogan « Building Back Better » fut pour la première fois utilisé en 2004 par l'alors ex-président des États Unis Bill Clinton, après le tsunami de l'Océan Indien. Ce slogan domine désormais dans le champ de l'expertise de la reconstruction et de la reprise après désastre : il est marqué par l'idée qu'on puisse établir des critères standards de ce qui vaut en tant que « reconstruire mieux ». De plus en plus, reconstruire mieux se traduit dans la promotion d'une reconstruction et d'une reprise à même de booster la croissance économique, de créer des opportunités de mise en valeur économique et financière, d'intégrer encore plus les territoires du désastre dans les circuits globaux du profit capitaliste.

Ce type d'approche à la reprise invisibilise totalement les incertitudes tant épistémiques que morales qui entourent la définition des dégâts, de ce qui fait dommage et des manières adéquates d'y répondre. Il produit ainsi une forme d'expropriation de la décision sur le devenir futur d'un territoire.

L'approche que je propose pour se démarquer de ces visions économiciste et techniciste de la reprise s'enracine dans une vision du désastres en tant que « situation problématique ».

Situation problématique est un concept que je reprends du philosophe pragmatiste John Dewey. Dans une situation problématique les manières habituelles de donner du sens et de faire les choses ne sont plus efficaces. Les acteurs font face à cette incertitude pratique et existentielle en s'engageant individuellement et collectivement dans des processus d'« enquête » qui conduisent à qualifier la situation, à lui donner du sens, à définir une interprétation de ce qui se passe et s'est passé. Enquêter, écrit la philosophe Joëlle Zask, signifie sélectionner certains des traits de la situation problématique afin de les utiliser comme des moyens de transformation (Zask, 2008).

Les processus collectifs visant à définir le sens de la situation problématique sont traversés par des conflits d'intérêts et des luttes de pouvoir qui tentent d'orienter ces processus collectifs à l'avantage de certains groupes ou individus - quand on n'est pas face à une imposition par la violence d'une certaine interprétation du désastre. Les recherches nous disent que les désastres sont rarement l'occasion pour une transformation des rapports de pouvoir en place et pour une réduction des inégalités sociales qui participent à alimenter la vulnérabilité des sociétés aux désastres : il est vrai plutôt le contraire (Passerini, 2000). Pour comprendre cette tendance, il n'est pas suffisant de dénoncer l'existence d'acteurs qui peuvent imposer, par des formes de violence plus ou moins directe, leurs interprétations de la situation problématique. Il faut reconstruire les processus qui se déroulent dans les différentes « arènes » (Cefaï, 2016) où le désastre fait l'objet d'une qualification : les arènes techniques et expertes où on établit les métrologies du désastre, les arènes juridiques, politiques, de mobilisation, médiatiques. Mais au-delà des arènes structurées où s'exerce la réflexivité collective et des mobilisations sociales les plus visibles, il faut également prendre en considération l'espace de la vie quotidienne et les formes de mobilisations ordinaires. Les désastres causent des préjudices aux personnes en allant bouleverser leurs « attachements ». La mort, la destruction, la toxicité et les déplacements confrontent les victimes des désastres à la nécessité de trouver des moyens pour

satisfaire leurs besoins fondamentaux, de rétablir des formes de sécurité, de familiarité avec les gens et les lieux, tout en faisant face à l'irréversibilité de la perte. Les manières dont les populations s'organisent pour prendre en charge ces problèmes contribuent également à expliquer les formes d'engagement des victimes dans les processus d'enquête ou bien leur absence.

## **Les limites de l'approche de la résilience : une entrée par les processus de réparation**

Comme je l'évoquais, il y a une notion qui s'est progressivement affirmé dans les deux dernières décennies pour organiser et orienter l'analyse de la reprise après désastre. Il s'agit de la notion de résilience (Goeury et Leray, 2017; Quenault, 2016).

L'approche de la résilience s'est traduite dans les sciences sociales principalement dans la recherche des facteurs qui rendent une communauté plus ou moins capable de « rebondir » après un désastre et à traduire ces facteurs en indicateurs quantifiables, afin d'aider à concevoir des stratégies de mitigation des risques plus efficaces. Le capital social et une variété d'autres « capitaux » (du capital communautaire au capital économique) ainsi que de capacités (la capacité d'improvisation tout comme la dotation de ressources infrastructurelles) sont ainsi identifiés comme des « éléments de résilience » qui peuvent être opérationnalisés.

Toutefois, le concept de résilience et son utilisation en tant qu'outil de diagnostic et de pronostic pour la reprise après un désastre posent problème. Au-delà de la critique du caractère implicitement normatif des indicateurs de résilience qui ont été développés avec l'ambition de définir un modèle de résilience universellement valable, la résilience a souvent été « cooptée » pour promouvoir une certaine vision de la société à reconstruire, comme étant une société qui soutiennent ceux qui sont capables de faire preuve de mériter ce soutien en raison de leur capacité à s'activer, à rebondir, à attirer de l'aide, des financements, à se transformer.

Cependant, le cadre de la résilience a eu le mérite d'attirer l'attention sur la nécessité d'une approche interdisciplinaire de l'étude de la reprise après désastre, une approche qui prête attention à la dimension systémique de l'enchevêtrement des facteurs écologiques, techniques, socioculturels et politiques, à différentes échelles.

En fait, le cadre de la résilience invite à développer une approche à l'étude des désastres dans laquelle les dynamiques sociales sont analysées dans leurs interdépendances avec la matérialité et les systèmes vivants.

Ce passage est très important, parce qu'aujourd'hui tout débat sur la reprise après désastre doit prendre en compte le contexte de crise écologique climatique globale qui caractérise notre époque, ainsi que la non durabilité désormais avérée du modèle fossile de développement.

La référence implicite dans le cadre de la résilience aux dynamiques mutuellement constitutives des systèmes sociaux et des milieux nous invite à ne pas oublier les interdépendances écologiques comme un enjeu fondamental de la reprise post-désastre.

Cependant, la réduction technocratique de la résilience en outil de gouvernance néolibérale, entrave profondément le potentiel euristique de cette notion.

D'où la proposition d'enquêter sur la reprise à partir de l'analyse des processus qui visent à réparer, tant des relations sociales que des infrastructures matérielles que des relations écologiques. Il s'agit d'analyser la manière dont diverses problématiques de réparation sociotechnique, socio-écologique, juridique, politique et culturelle émergent, sont définies et traitées dans différentes arènes mais également dans les dynamiques sociales des territoires du

désastre, en s'intéressant à l'écologie des « dispositifs » de réparation et aux pratiques visant à réparer qui, ensemble, façonnent les cheminements concrets de la reprise. Autrement dit, il s'agit de s'intéresser de près à la diversité des « attentes normatives » (Dodier & Barbot, 2016) concernant la reprise en tant que processus qui ne peut pas être séparé d'une interrogation sur la « bonne réparation ».

La réparation est une dimension de la vie sociale qui se situe à la croisée de *trois exigences* qui sont au cœur de la reprise:

- une exigence qui est celle de la définition des dommages et des responsabilités et qui renvoie au désastre comme étant un « choc moral » qui interroge une société dans son ensemble et à la réparation comme demande de reconnaissance des dommages subis et de justice;
- une exigence qui est celle de rétablir des fonctionnalités systémiques et des infrastructures, ce qui renvoie au contexte matériel et technique, qui est affecté par le désastre en tant qu'accident technique;
- une exigence qui est celle de la continuité de la vie, de s'ouvrir à un devenir, tout en se maintenant dans une continuité avec le passé. C'est à dire, une dimension plus existentielle de la réparation qui est aussi proche de la vie biologique et qui a à voir au désastre comme blessure, déchirure, rupture.

S'intéresser aux dispositifs et pratiques qui visent à réparer conduit alors à faire émerger la complexité des enjeux de la reprise et à faire ressortir leur complexité morale et politique.

### **La reprise : entre « défuturation » et « réhabiter »**

Je vais terminer en revenant sur pourquoi, à mon avis, il est important que les sciences sociales contribuent avec leurs recherches à faire ressortir et à exposer au grand jour la complexité morale, politique mais également écologique, technique, économique de la reconstruction et de la reprise. Il est important pour éviter que l'urgence de la reconstruction et de la reprise n'amènent à décider du futur des sociétés et des territoires déstabilisés par les désastres sans considération pour les irréversibilités que les choix d'intervention pour la gestion de l'émergence et de la reconstruction peuvent créer et qui peuvent conduire, dans le contexte actuel, à l'extinction de certaines possibilités de futur et de certaines formes de vie et d'habiter.

Le futur est un enjeu collectif au cœur de la reconstruction. Le futur entendu ici comme possibilités d'avenir dont la désirabilité est à définir collectivement, dans la conscience des limites écologiques dont dépend la possibilité du maintien de la vie sur la planète, qui est la base matérielle de tout futur humain. Autrement, la reprise risque de devenir un énième processus de « défuturation ».

Celle de défuturation est une notion que je reprends du théoricien du design Tony Fry (Fry, 2020) qui l'introduit pour indiquer tous ces processus qui nous privent de la possibilité d'un futur inscrit dans la durée, c'est à dire, qui font prévaloir un futur qui accélère les dynamiques de collapse, tant écologique que sociale.

Pour autant il ne s'agit pas alors d'affirmer tout azimut une logique de la conservation. Il s'agit de promouvoir une pensée de la réparation dans tous ses états comme un processus qui ne se contente pas de restaurer des conditions initiales, mais qui les réoriente – ou redirectionne (Bonnet et al., 2021) - de manière prospective afin qu'elles puissent répondre ou s'adapter à des conditions émergentes tout en cherchant à redresser des injustices structurelle héritées du passé. Cela veut dire, penser la réparation comme une manière tout autant de préparer un avenir le plus possible inscrit dans la durée et en même temps, en le faisant, de se préparer aux crises futures.

La reconstruction et la reprise doivent alors s'inscrire dans une réflexion sur la nécessité de promouvoir des formes de réhabiter (Centemeri, 2019), c'est à dire de réinventer concrètement une capacité de coévolution, inscrite dans la durabilité, entre les sociétés humaines et leurs milieux. Enquêter sur les conditions qui rendent possibles ou qui, au contraire, font obstacle à ce type de réorientation « réhabitante » de la reprise devient alors un enjeu de la recherche dans les situations de désastre mais aussi une invitation à ne pas séparer la recherche académique d'une implication directe dans l'action de réorientation. Parce que c'est en se mesurant avec la tentative concrète d'ouvrir une brèche pour le réhabiter qu'on peut mieux saisir les dynamiques sociales qui participent, des fois de manière insoupçonné, à entériner les logiques de la défuturation.

## Références

- Bonnet, E., Landivar, D., & Monnin, A. (2021). *Héritage et fermeture . Une écologie du démantèlement*. Editions divergences.
- Cefaï, D. (2016). Publics, problèmes publics, arènes publiques. Que nous apprend le pragmatisme ?. *Questions de communication* 30, <https://doi-org.inshs.bib.cnrs.fr/10.4000/questionsdecommunication.10704>
- Centemeri, L. (2019). *La permaculture ou l'art de réhabiter*. QUAE.
- Centemeri, L., et Olori, D. (2023). Public sociology in disaster situations: critical engagement and prefiguration against defuturing processes. In L. Bifulco e V. Borghi (Eds.), *Research Handbook on Public Sociology* (pp. 174–187). Edwar Elgar .
- Centemeri, L., Topçu, S., et Burgess, J. P. (2022). *Rethinking Post-Disaster Recovery. Socio-Anthropological Perspectives on Repairing Environments*. Routledge .
- Dodier, N., et Barbot, J. (2016). La force des dispositifs. *Annales*, 71(2), 421–450.
- Fry, T. (2020). *Defuturing. A New Design Philosophy*. Bloomsbury Publishing.
- Goeury, D., et Leray, L. (2017). Résilience, résistance et reconnaissance. *Géographie et Cultures*, 101, 59–77. <https://doi.org/10.4000/GC.4863>
- Passerini, E. (2000). Disasters as Agents of Social Change in Recovery and Reconstruction. *Natural Hazards Review*, 1, 67–72.
- Quenault, B. (2016). La rhétorique de la résilience, une lueur d'espoir à l'ère de l'anthropocène ? Vers un changement de paradigme fondé sur l'acceptation de la catastrophe. In F. Rudolf (dir.), *Les villes à la croisée des stratégies globales et locales des enjeux climatiques*, Presses de l'Université Laval, pp.49-98.